



ARAC

Comité Départemental du Pas-de-Calais

ASSOCIATION RÉPUBLICAINE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE,
DES COMBATTANTS POUR L'AMITIÉ, LA SOLIDARITÉ, LA MÉMOIRE, L'ANTIFASCISME ET LA PAIX

Terrorisme : ne pas céder aux logiques de guerre, préserver la démocratie et l'Etat de droit

Après l'abominable attentat de Nice, le 14 juillet dernier, qui a fait 84 victimes et des dizaines de blessés, notre pays est à nouveau en deuil. La prise d'otages meurtrière à Saint-Etienne-du-Rouvray et l'assassinat d'un prêtre par deux tueurs se revendiquant de l'Etat Islamique est un acte révoltant qui suscite l'indignation de tous.

Née en 1917 pour regrouper les anciens combattants attachés à la paix, l'ARAC a toujours condamné les atteintes à l'Etat de droit et aux libertés démocratiques commises au nom de la guerre et de l'« état d'urgence ».

Le Président de la République François Hollande et le Premier ministre Manuel Valls nous répètent que la France est en guerre. La France mène en effet depuis plusieurs mois des frappes aériennes contre le groupe « Etat islamique ».

Dans le même temps, les exportations d'armes à l'Arabie saoudite, qui mène une guerre sanglante au Yémen se poursuivent. Principal pourvoyeur de fonds des groupes djihadistes, l'Arabie saoudite est le premier marché pour les exportations d'armes américaines, le cinquième marché pour les exportations d'armes françaises. Les Etats-Unis et la France ferment aimablement les yeux sur les innombrables violations des droits de l'homme commises par leur allié saoudien, qui a exécuté plus d'une centaine de personnes depuis le début de l'année selon Amnesty International.

La France ne gagnera pas la « guerre contre le terrorisme » en bafouant la démocratie et l'Etat de droit, en plaçant notre pays en « état d'urgence permanent », en multipliant les caméras de vidéosurveillance, en armant les policiers municipaux, en créant des apatrides, en rejetant les réfugiés qui fuient la misère et la guerre ou en enfermant de simples suspects dans des camps d'internement comme le réclament certains démagogues réactionnaires.

Comme l'écrivait un journaliste anglais au lendemain du drame de Nice, « *Il aurait été plus utile que François Hollande déploie 10 000 psychologues ou 10 000 historiens spécialistes de l'islam. Quant à l'intensification de l'intervention française dans les guerres qui font rage en Irak et en Syrie, il est difficile d'imaginer une mesure qui soit plus susceptible d'inciter d'autres jeunes hommes à perpétrer des attentats suicides. Un chauffeur de camion à Nice ne menace aucunement la sécurité de l'Etat français, tout comme d'autres actes similaires ne mettent pas en péril la sécurité des Etats-Unis ou du Royaume-Uni. Associer l'Etat-nation à l'exécution aveugle d'innocents est une aberration politique. L'idée selon laquelle les dirigeants peuvent éviter ce genre d'attaques au moyen d'une riposte armée nous détourne complètement du travail de police et des services de renseignement, qui sont les plus à même de réduire la fréquence des attentats. Cette approche nationalise et institutionnalise la panique collective. Elle pousse les gouvernements à un aventurisme écervelé à l'international et, au plan national, réduit les citoyens à des vies privées qu'il faut "sécuriser".* » (Simon Jenkins, *The Guardian*, 16/07/16)

En finir avec le terrorisme suppose de rompre avec les politiques qui l'ont rendu possible : la France doit stopper toute livraison d'armes aux régimes autoritaires du Moyen-Orient, s'attaquer aux paradis fiscaux, sanctionner les entreprises et les pays qui achètent du pétrole à l'organisation « Etat islamique ».

L'ARAC du Pas-de-Calais appelle à ne pas céder aux logiques de guerre, à refuser les discours de division et de haine portés par l'extrême droite nationaliste et à préserver l'Etat de droit, la démocratie et l'esprit de fraternité qui est au cœur de nos valeurs républicaines.

Lens, le 27 Juillet 2016